



Semaine du 17 au 23 novembre 2008 n° **237**

Sommaire

- **Caisse d'Épargne** : sept syndicats appellent à une grève pour les salaires
- **Ebay.fr** : le site restructure et liquide huit emplois sur dix en France
- **Industrie pharmaceutique** : appel à l'action unitaire pour l'emploi le 16 déc.
- **Visite médicale** : deux entités MBO en liquidation
- **Hewlett Packard** : mobilisation européenne des salariés contre un plan social « financier »
- **AFPA** : grève et rassemblement contre le démantèlement
- **Statistique publique** : la CGT s'inquiète des « menaces » qui planent
- **Informatique** : Sun Microsystems supprime 5 000 à 6 000 postes
- **Crise économique** : les syndicats mondiaux présentent un plan de relance au G20
- **Économie** : la France continue de détruire plus d'emplois qu'elle n'en crée
- **Sécu** : déficits révisés à la hausse à cause de « la crise »
- **GPEC** : fin de négociation, les syndicats réservent leur réponse
- **Élections professionnelles dans la fonction publique territoriale** : la CGT renforce sa place de première organisation syndicale
- **Allemagne** : grève des lycéens pour plus de moyens à l'école

Édito

Prud'homales Un bulletin de vote pour agir

Les cadres n'auraient-ils rien compris à la gravité de la situation économique ou bien ont-ils au contraire déjà très bien compris que trop de sacrifices sur leurs conditions de vie, de travail, de salaires avaient nourri cette convulsion financière et boursière qui atteint aujourd'hui tous les pans de l'économie ? En tous cas, la réponse qu'ils font au sondage de CSA pour la CGT des cadres et technicien-nes sur leur attachement aux jours de RTT est particulièrement intéressante en cette période. 69 % des cadres souhaitent les conserver (+ 8 % par rapport à 2007). Ils ne sont prêts ni à y renoncer ni à « travailler plus pour gagner plus ». Le slogan ne fait plus recette. Ils ne sont pas dupes du discours managérial dont ils ne partagent pas fatalement les termes et ils ne sont pas les derniers à en subir les conséquences. Le débordement du travail sur la sphère privée. Les heures de travail gratuites en



échange d'hypothétiques et arbitraires compensations salariales. Le stress, les jugements de valeur personnels, les évaluations dégradantes de leurs performances, de leur adhésion aux orientations ou de leurs capacités à les mettre en œuvre font le terreau d'une profonde insatisfaction des salariés les plus qualifiés en responsabilités. Souvent isolés par ces stratégies, les cadres vont avoir les moyens en cette

période de contester ces choix. Il est urgent de décrypter ces situations de travail, de changer la donne du travail et des pratiques managériales afin que cessent gâchis humains et économiques. Les cadres vont avoir l'occasion de peser dans ce sens lors des élections prud'homales du 3 décembre, l'institution prud'homale étant un instrument d'intervention directe sur le droit du travail. Comme 18 millions de salariés, ils ont reçu ou reçoivent ces jours-ci leur matériel de vote aux prud'homales. Et ils peuvent s'exprimer dès aujourd'hui puisque le scrutin est ouvert par correspondance partout en France en attendant le vote à l'urne le 3 décembre. Il est évident que le poids de la CGT cadres dans ce scrutin sera regardé comme un signe. Voter pour les candidats CGT de la section encadrement c'est choisir de donner du poids à nos revendications sociales. C'est aussi nous donner collectivement les moyens juridiques de nous opposer demain, s'il le faut par voie de justice à la remise en cause du temps de travail. C'est aussi marquer une préférence pour un syndicalisme confédéré, interprofessionnel, rassembleur, gage d'efficacité et de cohérence revendicative.

Caisse d'Épargne

Sept syndicats appellent à une grève pour les salaires

Les sept syndicats de la Caisse d'Épargne ont appelé vendredi les 43 500 salariés de la branche à une grève vendredi 28 novembre pour protester contre les propositions salariales pour 2009 jugées « inacceptables ». Les syndicats CGT, CFDT, CFTC, SNE-CGC, FO, SUD et UNSA de la Caisse d'Épargne indiquent « que la direction a proposé 0,8 % d'augmentation au 1^{er} juillet 2009, ce qui fait 0,4 % sur l'ensemble de l'année 2009. [...] Cette proposition inacceptable s'ajoute à une augmentation de 0,8 % seulement en 2008, ce qui signifie une perte de pouvoir d'achat d'au moins 3 points sur les deux exercices en fonction de l'inflation », a indiqué Jean-Paul Krief, délégué syndical national CGT. « C'est d'autant plus inacceptable que cette proposition salariale s'inscrit dans un contexte global qui fait qu'aujourd'hui les salariés n'acceptent plus les comportements de la part de nos dirigeants », a-t-il ajouté, « surtout quand on sait qu'en moins de trois semaines, la Caisse d'Épargne a fumé 751 millions d'euros sur les marchés ».



Ebay.fr

Le site restructure et liquide huit emplois sur dix en France



Le site d'enchères en ligne Ebay France a confirmé à l'AFP lundi l'existence d'un « plan de restructuration » en cours, prévoyant des suppressions d'emploi, sans confirmer le nombre d'emplois visés. Le groupe américain Ebay, pionnier des achats sur Internet, avait annoncé le 6 octobre qu'il allait supprimer 10 % de ses effectifs titulaires, soit environ 1 000 emplois dans le monde, en sus de « plusieurs centaines » d'emplois à durée déterminée, en expliquant que « les dépenses de consommation sont touchées par (le délabrement de) l'économie ».

Le site capital.fr a ensuite indiqué le 22 octobre, que Ebay pourrait licencier près de 80 % de ses effectifs en France, soit 50 de ses 65 salariés.

Industrie pharmaceutique

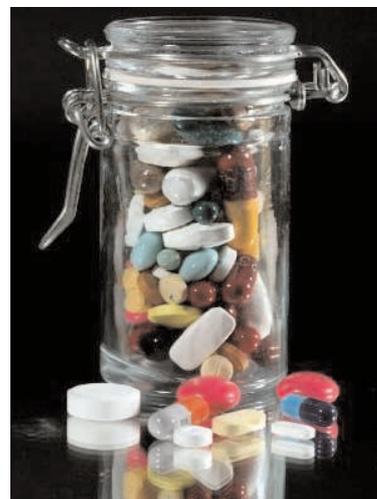
Appel à l'action unitaire pour l'emploi le 16 décembre

Six syndicats de l'industrie pharmaceutique ont appelé jeudi à un rassemblement à Paris le mardi 16 décembre pour la défense de l'emploi, estimant à 100 000 le nombre d'emplois menacés dans le secteur.

La CGT, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, FO et l'UNSA « appellent à un rassemblement à Paris mardi 16 décembre de 11 heures à 15 heures » dans un communiqué, demandant à « l'ensemble des salariés de se mobiliser afin de défendre l'emploi ».

« C'est par dizaines que se comptent les plans de sauvegarde de l'emploi », soulignent les syndicats. « La plupart des laboratoires changent leur stratégie afin de maintenir, voire accroître le retour sur investissement de leurs actionnaires », disent-ils.

« Il est nécessaire de faire prendre conscience à nos patrons et aux pouvoirs publics que les 100 000 emplois directs de l'industrie pharmaceutique et des dizaines de milliers d'emplois indirects doivent être sauvegardés », ajoutent-ils.



Visite médicale

2 entités de MBO en liquidation



Deux entités du groupe français MBO (1 100 salariés), spécialisé dans la visite médicale, ont été placées mercredi en liquidation judiciaire, avec une poursuite de l'activité jusqu'à fin décembre, par le tribunal de commerce de Nanterre. La troisième entité du groupe MBO, la SDIT, qui emploie environ 450 salariés à temps partiel, aurait été cédée à un autre groupe. Les visiteurs médicaux effectuent des visites chez les médecins libéraux pour faire la promotion des médicaments des laboratoires pharmaceutiques et de matériel médical. Le secteur de la visite médicale - environ 22 000 emplois en France - a déjà été marqué par l'annonce début octobre du laboratoire Sanofi Aventis France de la suppression de 927 postes.

Hewlett Packard

Mobilisation européenne des salariés contre un plan social « financier »



Les salariés de Hewlett Packard se sont mobilisés jeudi de Nice à Saragosse, San Cugat (Espagne), en passant par Toulouse, Aix, Sofia-Antipolis contre le plan social « financier » du groupe, qui table sur la suppression de 24 600 emplois dans le monde, dont 9 330 emplois en Europe et 580 en France. Sur la plupart des sites Hewlett Packard, les salariés, souvent des ingénieurs ou commerciaux, se sont rassemblés pour dénoncer la « logique comptable » du groupe et une « délocalisation qui ne dit pas son nom ». Ils dénoncent notamment les conséquences sur l'emploi du rachat d'EDS (Electronic Data System). À Toulouse, où l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-CFTC a recensé 60 % de grévistes parmi les 123 salariés, une assemblée générale a été organisée. « Il n'y a aucune justification, sinon purement financière, au plan social annoncé », a déclaré à l'AFP Michel Soumet, délégué CGT. « On décide d'abord de supprimer 24 600 emplois dans le monde et on cherche après où les enlever, c'est la Fordisation à l'envers », a-t-il dit. La mobilisation a été massive en Espagne, où EDS emploie environ 2 500 personnes. Environ 75 % des quelques 600 salariés du centre de San Cugat (Catalogne) sont descendus dans la rue et presque 90 % des quelques 300 employés du centre de Saragosse. Les deux organisations syndicales internationales, la Fédération Européenne des Métallurgistes et Union Network International ont apporté leur soutien à cette journée d'action du 13 décembre et lancée une pétition électronique en ligne <http://www.union-network.org/Uniindep.nsf/ProtestHPEDS?OpenForm>

AFPA

Grève et rassemblement contre le démantèlement

Des salariés de l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) ont fait grève et se sont rassemblés jeudi devant l'Assemblée nationale, pour protester contre le « démantèlement » de l'organisme public de formation. Six syndicats de l'AFPA (CGT, SUD, CFE-CGC, CFTC, CFDT, FO) avaient appelé à une journée de grève de 24 heures et des manifestations ce jeudi, à Paris et en province, le jour où l'Assemblée nationale devait examiner la partie emploi du projet de budget pour 2009. Les syndicats et les salariés s'inquiètent pour le financement de l'organisme qui, à partir du 1^{er} janvier 2009, doit être en grande partie transféré aux régions. Celles-ci choisiront les organismes formateurs sur appels d'offres dans le cadre d'une mise en concurrence avec le privé.



Statistique publique

La CGT s'inquiète des « menaces » qui planent



La CGT a demandé mercredi la révision de plusieurs décrets en cours de préparation afin de « garantir l'indépendance de la statistique publique vis-à-vis du pouvoir politique ou des intérêts privés », menacée selon elle. La loi de modernisation de l'économie et ses décrets d'application « en cours de préparation », prévoient que « la représentation des salariés au sein du Conseil National de l'Information Statistique (CNIS) » soit « réduite ». Dès lors, « la capacité d'initiative de ses membres serait soumise au bon vouloir du président du CNIS », déplore la CGT, inquiète également d'une « autorité statistique dont la majorité des membres sera nommée par le pouvoir politique ». La CGT « s'oppose à ces menaces » et demande que les décrets soient « révisés » afin de « garantir l'indépendance de la statistique vis-à-vis du pouvoir politique ou des intérêts privés ». Elle apporte « son entier soutien à l'action des agents du système statistique public

contre la délocalisation (...) massive de l'Insee et de services statistiques ministériels ». Le gouvernement prévoit le transfert à l'horizon 2011 d'un millier d'agents de la statistique publique (Insee, Drees, Dares, etc) à Metz (Moselle) pour compenser la fermeture de casernes. Pour la CGT, cela « s'apparente à un véritable démantèlement du système statistique public ». « Le gouvernement enchaîne les mesures qui portent atteinte à l'autorité de l'Insee et affaiblissent la meilleure garantie de son indépendance », écrit-elle.

Informatique

Sun Microsystems supprime 5 000 à 6 000 postes

Le groupe informatique américain Sun Microsystems a annoncé vendredi la suppression de 15 % à 18 % de ses effectifs mondiaux, soit 5 000 à 6 000 postes, pour « s'adapter au climat économique mondial ».

Cette restructuration, d'un coût estimé de 500 à 600 millions de dollars dans les 12 mois à venir lui permettra d'économiser de 700 à 800 millions de dollars par an.



Crise économique

Les syndicats mondiaux présentent un plan de relance au G20



Les dirigeants syndicaux des pays du G20 présenteront un plan global de relance de l'économie mondiale lors de rencontres avec des dirigeants mondiaux à Washington DC à la veille du sommet sur la crise financière organisé par le gouvernement américain le 15 novembre. Une délégation syndicale de haut niveau a discuté de ce plan avec le Directeur exécutif du FMI, Dominique Strauss-Kahn, avec laquelle il est tombé d'accord pour défendre les aspects sociaux dans la réponse à la crise financière. « Les politiques immédiates et à long terme répondant à la crise doivent prendre en compte les besoins humains et la protection sociale », a déclaré M. Strauss-Kahn, cité dans le communiqué. « Il y a eu un large accord sur le fait que la crise a eu des conséquences graves sur les travailleurs », a ajouté l'institution multilatérale. Le FMI, la Banque mondiale

et la CSI sont convenues de tenir leur prochaine consultation en janvier. Les organisations syndicales à travers le monde appellent à une série de mesures à prendre immédiatement pour écarter les risques d'une longue et douloureuse récession mondiale et pour réformer en profondeur l'organisation de l'économie mondiale, tournant ainsi le dos à des années de déréglementation qui ont mené à la crise actuelle. Un nouveau départ est nécessaire pour le développement et pour l'emploi décent, tout comme un accord sur un Green New Deal pour lutter efficacement contre le changement climatique. Les propositions syndicales sont développées en détails dans un programme de relance et de réformes intitulé « Déclaration de Washington ».

Économie

La France continue de détruire plus d'emplois qu'elle n'en crée

Notre pays a détruit plus d'emplois qu'il n'en a créés au troisième trimestre 2008, avec une perte de 10 800 postes selon des chiffres provisoires publiés vendredi, cette deuxième baisse consécutive laissant présager une nouvelle augmentation du chômage.

Malgré une légère hausse de la croissance au troisième trimestre (+ 0,1 %) qui permet à la France d'éviter la récession, l'emploi salarié dans les entreprises du secteur principalement marchand a baissé de 0,1 % au troisième trimestre (- 10 800 postes), après une chute plus marquée au deuxième trimestre (- 19 100 postes), la première depuis 2004.

Sur l'année, la hausse de l'emploi salarié est ramenée à 0,4 % (+ 70 200 postes), selon ces chiffres publiés par le ministère de l'Emploi, susceptibles d'être révisés mi-décembre. Le pouvoir d'achat des salaires, qui ont augmenté de 0,7 % sur le trimestre et de 3 % sur un an, a enregistré un gain de 0,7 point de juillet à septembre mais stagné sur l'année.

Pour Maryse Dumas, Secrétaire de la CGT, « début 2009, les statistiques liées à l'emploi seront gravissimes » car « il y a toujours un effet retard ».



Sécu

Déficits révisés à la hausse à cause de « la crise »

La baisse de recettes due à la « crise » fera augmenter le déficit prévu de la Sécurité sociale à 9,3 milliards en 2008, contre 8,9 milliards initialement prévus et 10,5 milliards en 2009, contre 8,6 milliards prévus, a annoncé mercredi le ministre du Budget, Éric Woerth.



GPEC

Fin de négociation, les syndicats réservent leur réponse

Syndicats et patronat ont fini par un projet d'accord, vendredi soir, les six séances de négociation sur la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) entamées en juillet.

Aucun syndicat n'a souhaité indiquer pour l'instant s'il pourrait signer le projet d'accord.

Pour la CGT, Francine Blanche, a indiqué qu'il restait « deux points durs », et précisé qu'« il faudra un peu de temps pour donner une réponse ».

Élections professionnelles dans la fonction publique territoriale

La CGT renforce sa place de première organisation syndicale

La CGT confirme sa place de première organisation syndicale dans la Fonction Publique Territoriale et semble être en progrès sensible. La CGT progresse nettement dans les catégories de l'encadrement. Ces bons résultats se vérifient localement. A titre d'exemple, tous CTP confondus, la CGT se renforce dans le Gard et le Morbihan. Elle devient première organisation aux centres de gestion du Puy-de-Dôme et de Loire-Atlantique. La Fédération CGT des services publics « salue le travail considérable effectué par ses militants et syndiqués. Elle les appelle à poursuivre et amplifier l'effort en vue du second tour le 11 décembre et des élections CNRACL le 2 décembre. Elle les encourage à continuer de s'impliquer dans la campagne CGT pour les prud'homales, enjeu majeur pour tout le salariat ».



Allemagne

Grève des lycéens pour plus de moyens à l'école



Des dizaines de milliers de lycéens ont manifesté mercredi à Berlin et dans plusieurs autres grandes villes allemandes pour protester contre les classes surchargées et une école à deux vitesses qui perpétue selon eux les inégalités sociales. La grève, qui selon le collectif des lycéens en colère devait toucher une grande partie des écoles dans plus de 40 grandes villes, est une des plus importantes de ces dernières années dans un pays où la contestation estudiantine est rare. Les manifestants réclamaient notamment davantage de moyens financiers pour le système éducatif, des classes à 20 élèves maximum et la fin de la « pression par les notes ». Ils dénonçaient également le caractère selon eux inégalitaire de l'école secondaire en Allemagne, marquée par la coexistence de cycles courts et longs, où les élèves doivent choisir très tôt (dès 10 ans) entre des filières professionnelles ou générales.